

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2000 B 15319

Numéro SIREN : 432 863 728

Nom ou dénomination : CONSTRUCTA PROMOTION

Ce dépôt a été enregistré le 12/07/2019 sous le numéro de dépôt 81578

CONSTRUCTA PROMOTION
Société par actions simplifiée
au capital de 2.500.000 euros
Siège social : 134, boulevard Haussmann – 75008 Paris
RCS Paris B 432 863 728
(la « Société »)

PROCES VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 21 DECEMBRE 2018

L'an deux mille dix-huit, le vingt et un décembre à 18 heures,

Monsieur Marc Pietri, agissant en qualité de Président de la Société (le « **Président** »),

après avoir pris connaissance des documents suivants :

- décisions de l'associé unique exprimées dans un acte sous seing privé du 21 décembre 2018 (les « **Décisions** »),
- statuts de la Société,
- projet de statuts modifiés de la Société, qui resteront joints en **Annexe 1** des présentes,

et après avoir rappelé qu'aux termes de ses Décisions, il a été notamment décidé :

1. de procéder à une augmentation de capital d'un montant nominal de 2.825.000 euros pour le porter à 5.325.000 euros, par l'émission de 56.500 actions ordinaires nouvelles (les « **Actions Nouvelles** »), d'une valeur nominale de 50 euros chacune, au prix de souscription unitaire de 50 euros, sans prime d'émission, soit un prix de souscription total de 2.825.000 euros (l'« **Augmentation de Capital** ») ;

[...]

- de conférer tous pouvoirs au Président, avec faculté de subdélégation, à l'effet de :
 - recueillir les souscriptions des Actions Nouvelles et les versements y afférents,
 - arrêter le montant des créances dans les conditions légales,
 - recueillir tous certificats attestant de l'existence de toute créance certaine liquide et exigible et la réalisation de l'Augmentation de Capital,
 - procéder à la clôture anticipée de la souscription ou proroger sa date,
 - constater la réalisation de l'Augmentation de Capital,
 - ouvrir tout registre correspondant à cette émission et y porter en compte les actions créées,
 - apporter aux statuts les modifications nécessaires,
 - accomplir toutes formalités consécutives,
 - plus généralement, prendre toutes décisions et conclure tous accords utiles ou nécessaires pour parvenir à la bonne fin de l'Augmentation de Capital,
- 2. sous réserve de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital, de supprimer le préambule des statuts de la Société et de modifier corrélativement les articles 6 et 7 desdits statuts ;
- 3. sous réserve de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital, de réduire le capital social de la Société d'un montant de 2.825.000 euros, par imputation du solde débiteur du compte « Report à Nouveau » à due concurrence, et diminution de la valeur nominale des actions, la faisant ainsi passer de 50 euros à 23,47417840375587 euros chacune. En conséquence, le capital social est ramené de 5.325.000 euros à 2.500.000 euros, divisé en 106.500 actions de 23,47417840375587 euros de valeur nominale chacune, et le compte « Report à Nouveau » est ainsi ramené à un solde débiteur de (2.618) euros,



que la valeur nominale des actions résultant de la présente réduction de capital sera arrondie à 23,47 euros dans les statuts modifiés de la Société sans incidence aucune sur le montant du capital social qui reste fixé à 2.500.000 euros ;

4. sous réserve de la réduction du capital, de modifier corrélativement les articles 6 et 7 des statuts de la Société ;

a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

*(Constatation de la souscription de l'Augmentation de Capital
et de la libération intégrale de la souscription)*

Le Président, après avoir pris connaissance du certificat de dépositaire établi par le Commissaire aux comptes ce jour et après avoir constaté :

- que l'associé unique a souscrit 56.500 actions nouvelles de la Société et a par la suite libéré le montant de sa souscription, soit la somme de 2.825.000 euros, par compensation avec la créance liquide et exigible qu'elle possède sur la Société, et
- que l'associé unique a remis au Président un exemplaire original de son bulletin de souscription signé,

constate en conséquence que l'Augmentation de Capital a été intégralement souscrite et libérée, et est définitivement réalisée à la date des présentes.

Le capital social de la Société est ainsi augmenté de 2.825.000 euros, passant de 2.500.000 euros à 5.325.000 euros divisé en 106.500 actions de 50 euros de valeur nominale chacune.

DEUXIEME DECISION

(Modification des articles 6 et 7 des statuts de la Société)

Le Président, après avoir constaté la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital, constate la réalisation de la condition suspensive et la modification consécutive de l'article 6 et 7 des statuts de la Société comme suit :

« ARTICLE 6 – Apports

A la constitution de la Société, l'actionnaire unique, soussigné, a apporté une somme en numéraire de 25 000 Euros, correspondant à 1000 actions de 50 euros, souscrites en totalité et libérées de moitié. La somme de 25 000 euros a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société information.

Ensuite d'une décision de l'actionnaire unique en date du 26 décembre 2000, il a été fait apport à la société, par CONSTRUCTA, de sa branche autonome d'activité « Promotion Immobilière » pour une valeur nette de 1.639.892 Frs, soit 250.000 euros. Cet apport est intervenu dans le cadre d'un apport partiel d'actif dont les modalités ont fait l'objet de deux rapports établis par Mr AMARAGGI, Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce de PARIS en date du 21 septembre 2000.

Par décision de l'Actionnaire unique du 21 décembre 2004, il a été apporté la somme en numéraire de 1.400.000 € libérée par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société.

Par décision de l'Actionnaire unique du 30 juin 2010, il a été apporté la somme en numéraire de 800.000 € libérée par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société.

Aux termes des décisions de l'associé unique prises dans un acte sous seing privé en date du 21 décembre 2018, le capital social a été augmenté de 2.825.000 euros pour être porté de 2.500.000 euros à 5.325.000 euros, par l'émission de 56.500 actions ordinaires nouvelles toutes souscrites et libérées en numéraire.

ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 5.325.000 euros, divisé en 106.500 actions d'une valeur nominale de 50 euros chacune, toutes de même catégorie ».

TROISIEME DECISION

(Réduction du capital de la Société motivée par des pertes)

Le Président, après avoir constaté la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital, constate la réalisation de la réduction du capital d'un montant de 2.825.000 euros, par imputation du solde débiteur du compte « Report à Nouveau » à due concurrence, et diminution de la valeur nominale des actions, faisant ainsi passer le capital social de 5.325.000 euros à 2.500.000 euros, divisé en 106.500 actions de 23,47417840375587 euros de valeur nominale chacune, le compte « Report à Nouveau » étant ainsi ramené à un solde débiteur de (2.618) euros.

QUATRIEME DECISION

(Modification des articles 6 et 7 des statuts de la Société)

Le Président, après avoir constaté la réalisation de la réduction de capital, constate la réalisation de la condition suspensive et la modification consécutive de l'article 6 et 7 des statuts de la Société comme suit :

« ARTICLE 6 – Apports

A la constitution de la Société, l'actionnaire unique, soussigné, a apporté une somme en numéraire de 25 000 euros, correspondant à 1000 actions de 50 euros, souscrites en totalité et libérées de moitié. La somme de 25 000 euros a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation.

Ensuite d'une décision de l'actionnaire unique en date du 26 décembre 2000, il a été fait apport à la société, par CONSTRUCTA, de sa branche autonome d'activité « Promotion Immobilière » pour une valeur nette de 1.639.892 Frs, soit 250.000 euros. Cet apport est intervenu dans le cadre d'un apport partiel d'actif dont les modalités ont fait l'objet de deux rapports établis par Mr AMARAGGI, Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce de PARIS en date du 21 septembre 2000.

Par décision de l'Actionnaire unique du 21 décembre 2004, il a été apporté la somme en numéraire de 1.400.000 € libérée par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société.

Par décision de l'Actionnaire unique du 30 juin 2010, il a été apporté la somme en numéraire de 800.000 € libérée par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société.

Aux termes des décisions de l'associé unique prises dans un acte sous seing privé en date du 21 décembre 2018, le capital social (i) a été augmenté de 2.825.000 euros pour être porté de 2.500.000 euros à 5.325.000 euros, par l'émission de 56.500 actions ordinaires nouvelles toutes souscrites et libérées en numéraire, puis (ii) a été réduit de 2.825.000 euros le faisant ainsi passer de 5.325.000 euros à 2.500.000 euros.

ARTICLE 7 - Capital social



Le capital social est fixé à la somme de 2.500.000 euros, divisé en 106.500 actions d'une valeur nominale arrondie de 23,47 euros chacune, toutes de même catégorie. »

CINQUIEME DECISION

(Pouvoirs pour les formalités)

Le Président donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'effectuer les formalités qui s'avèreraient nécessaires.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président.

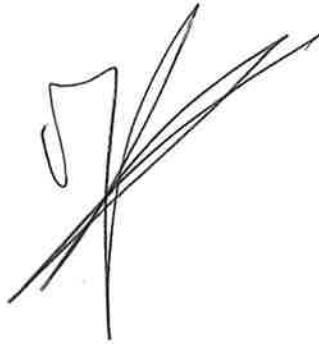
Le Président
Monsieur Marc Pietri

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-LAZARE
Le 02/07 2019 Dossier 2019 00031452, référence 7564P61 2019 A 10062
Enregistrement : 500 € Penalités : 56 €
Total liquidé : Cinq cent cinquante-six Euros
Montant reçu : Cinq cent cinquante-six Euros
L'Agent administratif des finances publiques

Margot COULON
Agente Administrative des
Finances Publiques

ANNEXE 1

STATUTS DE LA SOCIETE

A handwritten signature or scribble consisting of several overlapping, diagonal lines that form a stylized, abstract shape. The lines are black and appear to be drawn with a pen or marker.

CONSTRUCTA PROMOTION
Société par actions simplifiée
au capital de 2.500.000 euros
Siège social : 134, boulevard Haussmann – 75008 Paris
RCS Paris B 432 863 728
(la « Société »)

**DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EXPRIMEES DANS UN ACTE SOUS SEING PRIVE
DU 21 DECEMBRE 2018**

L'an deux mille dix-huit,
Le vingt et un décembre 2018,

L'associé unique de la Société, Constructa SA, une société anonyme au capital de 1.540.000 euros dont le siège social est sis 134, boulevard Haussmann – 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 347 461 246 (l'« **Associé Unique** »), représentée par son Président-Directeur général, Monsieur Marc Pietri,

après avoir rappelé que le Commissaire aux comptes de la Société a été informé en temps utile des décisions soumises ce jour à l'Associé Unique afin de lui permettre d'accomplir sa mission,

après avoir pris connaissance des documents suivants :

- le rapport du Président ;
- le texte des projets de décisions ;
- les rapports du Commissaire aux comptes sur l'exactitude de l'arrêté de compte, sur l'augmentation de capital réservée aux salariés et sur la réduction du capital motivée par des pertes ;
- les statuts de la Société en vigueur ; et
- le projet de nouveaux statuts de la Société,

prend, par le présent acte sous seing privé, les décisions suivantes :

- Augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 2.825.000 euros, par l'émission de 56.500 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 50 euros chacune, sans prime d'émission, à libérer par compensation de créance, avec maintien du droit préférentiel de souscription ;
- Suppression du préambule et modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts de la Société ;
- Augmentation de capital réservée aux salariés en application des dispositions de l'article L225-129-6 alinéa 1er du Code de commerce ;
- Réduction du capital motivée par des pertes ;
- Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts de la Société ; et
- Pouvoirs pour les formalités.



PREMIERE DECISION

(Augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 2.825.000 euros, par l'émission de 56.500 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 50 euros chacune, sans prime d'émission, à libérer par compensation de créance, avec maintien du droit préférentiel de souscription)

L'Associé Unique, connaissance prise des termes du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes relatif à l'exactitude de l'arrêté de compte, conformément aux dispositions des articles L225-127 et suivants du Code de commerce, après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré, décide :

- de procéder à une augmentation de capital d'un montant nominal de 2.825.000 euros pour le porter à 5.325.000 euros, par l'émission de 56.500 actions ordinaires nouvelles (les « **Actions Nouvelles** »), d'une valeur nominale de 50 euros chacune (l'« **Augmentation de Capital** ») ;
- que les Actions Nouvelles seront émises au prix de souscription unitaire de 50 euros, sans prime d'émission, soit un prix de souscription total de 2.825.000 euros ;
- que les souscriptions pourront être reçues au siège social à compter de la date des présentes et jusqu'au 31 décembre 2018 inclus, et que cette période de souscription se trouvera close par anticipation dès lors que les Actions Nouvelles auront été intégralement souscrites ;
- que les Actions Nouvelles devront être intégralement libérées lors de la souscription par compensation avec toute créance certaine, liquide et exigible sur la Société ;
- que l'Augmentation de Capital sera définitivement réalisée à la date à laquelle le certificat du Commissaire aux comptes tenant lieu de certificat du dépositaire aura été émis ;
- que les Actions Nouvelles ainsi créées seront soumises à l'ensemble des dispositions statutaires et porteront jouissance courante ; elles seront, dès la date de leur émission, entièrement assimilées aux actions existantes de la Société pour l'exercice de tous les droits pécuniaires ou autres qui y seront attachés et donneront droit à tout dividende ou à toute distribution qui serait décidée à compter de ce jour ;
- que les Actions Nouvelles seront inscrites en compte le jour de la réalisation de l'Augmentation de Capital et négociables à compter du même jour, dans les conditions prévues par les statuts ; et
- de conférer tous pouvoirs au Président, avec faculté de subdélégation, à l'effet de :
 - recueillir les souscriptions des Actions Nouvelles et les versements y afférents,
 - arrêter le montant des créances dans les conditions légales,
 - recueillir tous certificats attestant de l'existence de toute créance certaine liquide et exigible et la réalisation de l'Augmentation de Capital,
 - procéder à la clôture anticipée de la souscription ou proroger sa date,
 - constater la réalisation de l'Augmentation de Capital,
 - ouvrir tout registre correspondant à cette émission et y porter en compte les actions créées,
 - apporter aux statuts les modifications nécessaires,
 - accomplir toutes formalités consécutives,
 - plus généralement, prendre toutes décisions et conclure tous accords utiles ou nécessaires pour parvenir à la bonne fin de l'Augmentation de Capital.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.



DEUXIEME DECISION

(Suppression du préambule et modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts de la Société)

L'Associé Unique, connaissance prise des termes du rapport du Président, sous réserve de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital objet de la première décision, décide de supprimer le préambule des statuts de la Société et de modifier les articles 6 et 7 comme suit :

« ARTICLE 6 – Apports

A la constitution de la Société, l'actionnaire unique, soussigné, a apporté une somme en numéraire de 25 000 Euros, correspondant à 1000 actions de 50 euros, souscrites en totalité et libérées de moitié. La somme de 25 000 euros a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation.

Ensuite d'une décision de l'actionnaire unique en date du 26 décembre 2000, il a été fait apport à la société, par CONSTRUCTA, de sa branche autonome d'activité « Promotion Immobilière» pour une valeur nette de 1.639.892 Frs, soit 250.000 euros. Cet apport est intervenu dans le cadre d'un apport partiel d'actif dont les modalités ont fait l'objet de deux rapports établis par Mr AMARAGGI, Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce de PARIS en date du 21 septembre 2000.

Par décision de l'Actionnaire unique du 21 décembre 2004, il a été apporté la somme en numéraire de 1.400.000 € libérée par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société.

Par décision de l'Actionnaire unique du 30 juin 2010, il a été apporté la somme en numéraire de 800.000 € libérée par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société.

Aux termes des décisions de l'associé unique prises dans un acte sous seing privé en date du 21 décembre 2018, le capital social a été augmenté de 2.825.000 euros pour être porté de 2.500.000 euros à 5.325.000 euros, par l'émission de 56.500 actions ordinaires nouvelles toutes souscrites et libérées en numéraire.

ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 5.325.000 euros, divisé en 106.500 actions d'une valeur nominale de 50 euros chacune, toutes de même catégorie ».

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

TROISIEME DECISION

(Augmentation de capital réservée aux salariés en application des dispositions de l'article L225-129-6 alinéa 1er du Code de commerce)

L'Associé Unique, connaissance prise des termes du rapport du Président et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, décide, conformément aux dispositions de l'article L225-129-6 du Code de commerce, de réserver aux salariés de la Société, une augmentation du capital social en numéraire dans les conditions prévues par les articles L3332-18 et suivants du Code du travail.

En cas d'adoption de la présente décision, l'Associé Unique décide :

- que le Président disposera d'un délai maximum d'un mois pour mettre en place un plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues à l'article L3332-2 du Code du travail ;
- d'autoriser le Président, à procéder, dans un délai maximum d'un mois à compter de ce jour, à une augmentation de capital qui sera réservée aux salariés adhérant audit plan et réalisée conformément aux dispositions des articles L3332-18 à L3332-24 du Code du travail ;

- en conséquence de supprimer au profit des salariés de la Société son droit préférentiel de souscription auxdites actions nouvelles ;
- que le prix d'émission des actions émises sur le fondement de la présente autorisation sera fixé par le Président, conformément aux dispositions des articles L3332-18 à L3332-24 du Code du travail ;
- de conférer tous pouvoirs au Président pour mettre en œuvre la présente délégation et la réalisation de l'augmentation de capital et à cet effet :
 - fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et leur date de jouissance,
 - fixer, dans les limites légales, les conditions de l'émission des actions nouvelles ainsi que les délais accordés aux salariés pour l'exercice de leurs droits et les délais et modalités de libération des actions nouvelles,
 - constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence des actions souscrites et procéder aux modifications corrélatives des statuts,
 - procéder à toutes les opérations et formalités rendues nécessaires par la réalisation de l'augmentation de capital.

Cette décision est rejetée par l'Associé Unique.

QUATRIEME DECISION

(Réduction du capital de la Société motivée par des pertes)

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes, sous réserve de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital, après avoir constaté que le compte « Report à Nouveau » ressort à un montant débiteur de (2.827.618) euros, décide, conformément à l'article L.225-204 du Code de commerce, de réduire le capital social de la Société d'un montant de 2.825.000 euros, par imputation du solde débiteur du compte « Report à Nouveau » à due concurrence, et diminution de la valeur nominale des actions, la faisant ainsi passer de 50 euros à 23,47417840375587 euros chacune. En conséquence, le capital social est ramené de 5.325.000 euros à 2.500.000 euros, divisé en 106.500 actions de 23,47417840375587 euros de valeur nominale chacune, et le compte « Report à Nouveau » est ainsi ramené à un solde débiteur de (2.618) euros.

L'Associé Unique décide que la valeur nominale des actions résultant de la présente réduction de capital sera arrondie à 23,47 euros dans les statuts modifiés de la Société sans incidence aucune sur le montant du capital social qui reste fixé à 2.500.000 euros.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

CINQUIEME DECISION

(Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts de la Société)

L'Associé Unique, sous réserve de la réduction du capital social motivée par des pertes prise en application de la quatrième décision, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la Société comme suit :

« ARTICLE 6 – Apports

A la constitution de la Société, l'actionnaire unique, soussigné, a apporté une somme en numéraire de 25 000 euros, correspondant à 1000 actions de 50 euros, souscrites en totalité et libérées de moitié. La somme de 25 000 euros a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation.

Ensuite d'une décision de l'actionnaire unique en date du 26 décembre 2000, il a été fait apport

à la société, par CONSTRUCTA, de sa branche autonome d'activité « Promotion Immobilière » pour une valeur nette de 1.639.892 Frs, soit 250.000 euros. Cet apport est intervenu dans le cadre d'un apport partiel d'actif dont les modalités ont fait l'objet de deux rapports établis par Mr AMARAGGI, Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce de PARIS en date du 21 septembre 2000.

Par décision de l'Actionnaire unique du 21 décembre 2004, il a été apporté la somme en numéraire de 1.400.000 € libérée par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société.

Par décision de l'Actionnaire unique du 30 juin 2010, il a été apporté la somme en numéraire de 800.000 € libérée par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société.

Aux termes des décisions de l'associé unique prises dans un acte sous seing privé en date du 21 décembre 2018, le capital social (i) a été augmenté de 2.825.000 euros pour être porté de 2.500.000 euros à 5.325.000 euros, par l'émission de 56.500 actions ordinaires nouvelles toutes souscrites et libérées en numéraire, puis (ii) a été réduit de 2.825.000 euros le faisant ainsi passer de 5.325.000 euros à 2.500.000 euros.

ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 2.500.000 euros, divisé en 106.500 actions d'une valeur nominale arrondie de 23,47 euros chacune, toutes de même catégorie. »

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

SIXIEME DECISION

(Pouvoirs pour les formalités)

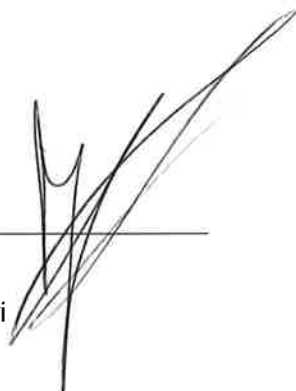
L'Associé Unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent acte sous seing privé pour effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

* * *

Des décisions de l'Associé Unique ci-dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'Associé Unique.

CONSTRUCTA SA
Représentée par
Monsieur Marc Pietri



CONSTRUCTA PROMOTION
Société par actions simplifiée
au capital de 2.500.000 euros
Siège social : 134, boulevard Haussmann - 75008 PARIS
RCS PARIS B 432 863 728

STATUTS

MIS A JOUR PAR DECISIONS DU PRESIDENT LE 21 DECEMBRE 2018
PRISES SUIVANT DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE LE 21 DECEMBRE 2018

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long, sweeping tail that curves upwards and to the right.

TITRE I

FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1 - Forme

La Société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment avec un ou plusieurs actionnaires. Elle ne peut faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 - Dénomination sociale

La dénomination sociale est :

CONSTRUCTA PROMOTION

Sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - Siège social

Le siège social est fixé à :

134 Boulevard Haussmann- 75008 Paris.

Il peut être transféré par décision des actionnaires dans les conditions de majorité fixées à l'article 24. Si la société ne comporte qu'un seul actionnaire, la décision du transfert du siège social est prise par l'actionnaire unique.

ARTICLE 4 - Objet

La Société a pour objet, directement ou indirectement, pour son propre compte ou le compte de tiers, tant en France qu'à l'étranger:

L'étude, le montage, la réalisation de tous programmes de construction, notamment de construction neuve, de réhabilitation, d'extension, de restructuration immobilières, d'aménagement, d'équipement sur tous terrains et biens immobiliers, notamment en qualité de promoteur, maître d'ouvrage délégué, aménageur sans que cette énonciation soit limitative, ainsi que toutes missions d'assistance s'y rapportant.

L'achat, la vente, la division, sous quelques formes que ce soit, de tous terrains bâtis ou non bâtis, immeubles, droits immobiliers ; la vente de tous programmes de construction avant ou après achèvement, en totalité ou par lots ; la réalisation de toutes opérations marchand de biens.

La réalisation de toute mission d'ordre technique, administratif, commercial, juridique, financier, se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède.

L'exploitation de tous fonds de commerce existants ou à créer ; la participation par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, dont l'objet pourrait se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes ou susceptible d'en favoriser le développement ou d'en permettre ou faciliter la réalisation.

Et généralement, la réalisation de toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.



ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société prendra fin, sauf prorogation ou dissolution anticipée, à la date du 13 juillet 2106.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des actionnaires statuant à l'unanimité ou par décision de l'actionnaire unique.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 – Apports

A la constitution de la Société, l'actionnaire unique, soussigné, a apporté une somme en numéraire de 25 000 euros, correspondant à 1000 actions de 50 euros, souscrites en totalité et libérées de moitié. La somme de 25 000 euros a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation.

Ensuite d'une décision de l'actionnaire unique en date du 26 décembre 2000, il a été fait apport à la société, par CONSTRUCTA, de sa branche autonome d'activité « Promotion Immobilière» pour une valeur nette de 1.639.892 Frs, soit 250.000 euros. Cet apport est intervenu dans le cadre d'un apport partiel d'actif dont les modalités ont fait l'objet de deux rapports établis par Mr AMARAGGI, Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce de PARIS en date du 21 septembre 2000.

Par décision de l'Actionnaire unique du 21 décembre 2004, il a été apporté la somme en numéraire de 1.400.000 € libérée par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société.

Par décision de l'Actionnaire unique du 30 juin 2010, il a été apporté la somme en numéraire de 800.000 € libérée par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société.

Aux termes des décisions de l'associé unique prises dans un acte sous seing privé en date du 21 décembre 2018, le capital social (i) a été augmenté de 2.825.000 euros pour être porté de 2.500.000 euros à 5.325.000 euros, par l'émission de 56.500 actions ordinaires nouvelles toutes souscrites et libérées en numéraire, puis (ii) a été réduit de 2.825.000 euros le faisant ainsi passer de 5.325.000 euros à 2.500.000 euros.

ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 2.500.000 euros, divisé en 106.500 actions d'une valeur nominale arrondie de 23,47 euros chacune, toutes de même catégorie.

ARTICLE 8 - Modifications du capital social

Le capital peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision collective des actionnaires, prise à la majorité fixée à l'article 24 ou par décision de l'actionnaire unique.

Les actionnaires peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la Loi, l'augmentation ou la réduction du capital, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire sont émises soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

ARTICLE 9 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires en comptes et sur le registre tenu à cet effet par la Société conformément à la réglementation en vigueur.

Tout actionnaire peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Toute action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propiétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

6. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et décisions des actionnaires.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ACTIONNAIRES

ARTICLE 11- Dispositions communes applicables aux cessions d'actions

Définitions

Dans le cadre des présents statuts, il est convenu des définitions ci-après :

. **cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

. **action ou valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital de la Société et/ou d'un droit de vote, ainsi que les bons et droits de souscription et

d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

Les dispositions des articles 12 à 15 ne sont pas applicables lorsque la Société ne comporte qu'un seul actionnaire.

ARTICLE 12 - Prémption

1. Toute cession des actions de la Société même entre actionnaires est soumise au respect du droit de prémption conféré aux actionnaires et ce, dans les conditions ci-après :
2. L'actionnaire cédant notifie au Président et à chacun des actionnaires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :
 - le nombre d'actions concernées ;
 - l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale, les informations suivantes : dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
 - le prix et les conditions de la cession projetée.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de prémption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le cédant pourra réaliser librement la cession projetée, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 13 des statuts.

3. Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de prémption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de prémption est exercé par notification au Président dans les deux (2) mois au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque actionnaire souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois prévu au point 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au point 2 ci-dessus, le Président doit notifier à l'actionnaire cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la prémption.

Si les droits de prémption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les actionnaires qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Si les droits de prémption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de prémption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'actionnaire cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 13 ci-après.

5. En cas d'exercice du droit de prémption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai de 15 jours moyennant le prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

ARTICLE 13 - Agrément

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre actionnaires qu'après l'agrément préalable donné par décision collective des actionnaires adoptée dans les conditions de majorité fixées à l'article 24 des statuts ; les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette

majorité.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et à chacun des actionnaires et indiquer le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, l'identification complète de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et, s'il s'agit d'une personne morale, des informations suivantes : dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision des actionnaires. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'actionnaire cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 15 jours de la décision d'agrément, à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'actionnaire cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai de un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler, au moyen d'une réduction du capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 14 - Modifications dans le contrôle d'un actionnaire

1. En cas de modification au sens de l'article L.355-1 de la loi du 24 juillet 1966 du contrôle d'une société actionnaire, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de 15 jours à compter du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux bénéficiaires du contrôle.

Si cette procédure n'est pas respectée, la société actionnaire dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article 15.

2. Dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de l'actionnaire dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 15. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à l'actionnaire qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 15 - Exclusion d'un actionnaire

Exclusion de plein droit

Est exclu de plein droit, tout actionnaire faisant l'objet d'une procédure de redressement ou de

liquidation judiciaire ou amiable.

Exclusion facultative

Cas d'exclusion :

L'exclusion d'un actionnaire peut être également prononcée dans les cas suivants :

- changement de contrôle d'une société actionnaire;
- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un actionnaire de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un actionnaire;
- faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de la Société.

Modalités de la décision d'exclusion :

L'exclusion est prononcée par décision collective des actionnaires statuant dans les conditions de la majorité fixée à l'article 24 des statuts; l'actionnaire dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les actionnaires sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les actionnaires seront consultés à l'initiative de l'actionnaire le plus diligent.

Formalités de la décision d'exclusion:

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes:

- notification à l'actionnaire concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15 jours avant la date à laquelle la collectivité des actionnaires doit se prononcer, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la décision devant se prononcer sur l'exclusion ; cette notification devant également être adressée à tous les autres actionnaires ;
- convocation de l'actionnaire concerné à une réunion préalable des actionnaires tenue au plus tard 5 jours avant la date prévue pour la consultation des actionnaires sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense éventuellement par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

Prise d'effet de la décision d'exclusion :

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'actionnaire concerné, prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'actionnaire exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément et de préemption prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'actionnaire exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'actionnaire exclu.

La totalité des actions de l'actionnaire exclu doit être cédée dans le mois de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'actionnaire exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil. Il doit être payé à l'actionnaire exclu au jour de la cession sauf accord contraire des parties.
La cession doit faire l'objet d'une mention sur les registres des mouvements de titres.

ARTICLE 16 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 12 à 14 des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 17 - Président de la Société

- **Nomination**

La Société est représentée, gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, pouvant ou non avoir la qualité d'actionnaire ou, s'il s'agit d'une personne physique, celle de salarié de la société. Le Président est nommé par décision collective des actionnaires statuant dans les conditions de majorité fixées par l'article 24 ou par l'actionnaire unique.

Les dirigeants de la personne morale nommée Président sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et / ou pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

- **Durée des fonctions - Rémunération**

Le mandat de Président peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

La décision nommant le Président, ou toute décision ultérieure des actionnaires prise aux conditions de majorité fixées par l'article 24 des statuts ou de l'actionnaire unique, fixe la durée de ses fonctions et le cas échéant, les modalités de sa rémunération.

Le Président peut obtenir le remboursement, sur justificatif, des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la Société.

- **Cessation des fonctions**

Les fonctions du Président prennent fin soit :

- par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination ;
- par sa démission, celle-ci ne pouvant être effective qu'à l'expiration d'un préavis de 3 mois. Toutefois, ce délai peut être réduit lorsque la Société a pourvu à son remplacement dans un délai plus court.
- par l'impossibilité pour le Président d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à 3 mois ;
- par sa révocation.

- **Cumul des mandats**

- Le Président n'est soumis à aucune limitation de mandats.

- **Limite d'âge**

- Le Président personne physique doit être âgé de moins de 80 ans. Lorsque la limite d'âge précitée est atteinte, le Président est réputé démissionnaire d'office au jour de la décision des actionnaires ou de l'actionnaire unique pourvoyant à son remplacement.

- **Révocation**

Le Président peut être révoqué à tout moment soit par décision collective des actionnaires ou décision de l'actionnaire unique. La révocation du Président n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion ;
- exclusion du Président actionnaire.

- **Pouvoirs**

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des actionnaires, ou à l'actionnaire unique.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

A titre de règlement intérieur, le Président ne peut prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de la collectivité des actionnaires donnée dans les conditions de majorité fixées à l'article 24 des statuts, ou de l'actionnaire unique:

- acquisition, apport ou cession de fonds de commerce ou d'élément de fonds de commerce;
- prise ou mise en location-gérance de tout ou, partie de l'entreprise;
- acquisition et cession de participations, constitution de sûreté sur ces participations ;
- octroi de garanties sur l'actif social ;
- abandon de créances.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés. Ces délégations subsistent lorsqu'il vient à cesser ses fonctions, à moins que son successeur ne les révoque. Afin d'assurer un suivi, ces délégations de pouvoirs seront numérotées et archivées chronologiquement, puis reportées sur un registre spécial tenu au siège social et paraphé par le Président.

ARTICLE 18 - Directeurs Généraux

- **Nomination**

Les actionnaires ou l'actionnaire unique peuvent nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personne physique ou morale ayant à titre habituel le pouvoir d'engager la Société. Le Directeur Général peut ou non être actionnaire ou, s'il s'agit d'une personne physique, salarié de la société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et / ou pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

- **Durée des fonctions - Rémunération**

Le mandat de Directeur Général peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat de Directeur Général est renouvelable sans limitation.

La décision nommant le Directeur Général ou toute décision ultérieure des actionnaires prise aux conditions de majorité fixées par l'article 24 des statuts, ou de l'actionnaire unique fixe la durée de

ses fonctions et le cas échéant, les modalités de sa rémunération.

Le Directeur Général peut obtenir le remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la société.

- **Cessation des fonctions**

Les fonctions de Directeur Général prennent fin dans les mêmes conditions que celles du Président, ainsi que par l'arrivée de la limite d'âge ou le décès s'il s'agit d'une personne physique.

En cas de cessation des fonctions du Président ou d'empêchement du Président, le Directeur Général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

- **Cumul des mandats**

- Le Directeur Général n'est soumis à aucune limitation de mandats.

- **Limite d'âge**

- Le Directeur Général personne physique doit être âgé de moins de 65 ans. Lorsque la limite d'âge précitée est atteinte, le Directeur Général est réputé démissionnaire d'office au jour de la décision des actionnaires ou de l'actionnaire unique pourvoyant à son remplacement.

- **Révocation**

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif ne soit nécessaire, par décision collective des actionnaires ou décision de l'actionnaire unique. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général actionnaire ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

- **Pouvoirs**

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure des actionnaires ou de l'actionnaire unique, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose, comme le Président, du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le Directeur Général peut, dans la limite de ses attributions, conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'opérations déterminées.

Les délégations subsistent lorsqu'il vient à cesser ses fonctions, à moins que son successeur ne les révoque.

ARTICLE 19 - Conseil d'Orientation et de Surveillance

Il est créé un Conseil d'Orientation et de Surveillance, composé de trois à douze membres, qui sont soit des personnes physiques soit des personnes morales, actionnaires ou non de la Société.

Un salarié de la société peut être membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Les membres personnes morales sont représentés par un représentant légal ou par toute autre personne physique ayant reçu pouvoir à cet effet.

Le Président de la Société préside le Conseil dont il est membre de droit.

Les autres membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance sont nommés, pour une durée d'une année renouvelable, par décision collective des actionnaires.

Ils sont révocables à tout moment par décision collective des actionnaires.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance a pour mission d'émettre un avis sur les orientations stratégiques, la détermination des objectifs et les projets d'actions de la Société, ainsi que sur ses budgets.

La Société s'engage à fournir trimestriellement toutes les informations financières concernant la Société aux membres du Conseil pour qu'ils soient en mesure de se prononcer valablement.

Le Président devra obtenir l'avis du Conseil d'Orientation et de Surveillance préalablement aux décisions suivantes :

- arrêté des comptes annuels de la Société (et, le cas échéant, des comptes consolidés) et proposition d'affectation du résultat ;
- établissement et arrêté des budgets d'exploitation et d'investissement ;
- définition des objectifs stratégiques de la Société ;
- actes mentionnés à l'article 17 nécessitant l'autorisation de la collectivité des actionnaires.

En outre, le Conseil d'Orientation et de Surveillance pourra faire toute proposition concernant la gestion de la Société.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance pourra également être consulté par le Président de la Société sur toute question ou décision à prendre.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance est convoqué par tout moyen et en tout lieu par le Président de la Société au moins huit jours à l'avance.

Un membre du Conseil peut donner mandat à un autre membre de le représenter à une séance du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance ne peut valablement délibérer que si la moitié de ses membres sont présents.

Les décisions du Conseil d'Orientation et de Surveillance sont adoptées à la majorité simple des membres présents ou représentés, chaque membre disposant d'une voix.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et, au minimum, trois fois dans l'année.

Les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance peuvent bénéficier, en rémunération de leur activité, d'une somme fixe et annuelle à titre de jetons de présence, attribuée par décision collective des actionnaires.

Le Conseil répartit cette rémunération entre ses membres, comme il l'entend.

Les décisions du Conseil d'Orientation et de Surveillance font l'objet de procès-verbaux reportés sur un registre spécial coté et paraphé, et signés par le Président et un autre membre.

ARTICLE 20 - Conventions entre la société et ses dirigeants

Si la Société est pluripersonnelle, toute convention, autre que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant entre la Société et l'un des membres de ses organes de direction, directement ou par personne interposée, ou entre la Société et une autre société ou entreprise dans laquelle l'un des membres des organes de direction est titulaire d'un mandat social, doit être portée à la connaissance des commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les actionnaires statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice. Cette délibération est mentionnée dans le registre des décisions.

Si la Société est unipersonnelle, toute convention visée au premier paragraphe du présent article est portée à la connaissance de l'actionnaire unique dans le mois de sa conclusion. L'actionnaire unique statue sur cette convention. Sa décision est mentionnée dans le registre des décisions.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Sous peine de nullité du contrat il est interdit à tout membre de la direction, personne physique, de contracter, tous emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers.

ARTICLE 21 - Commissaires aux comptes

Si la société remplit les conditions légales d'appartenance à un groupe ou si elle vient à répondre à l'un des critères définis légalement, la collectivité des actionnaires ou l'actionnaire unique désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la Loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

ARTICLE 22 - Comité d'entreprise

Les délégués du comité d'entreprise, le cas échéant, exercent les droits qui leur sont attribués par la Loi auprès du Président.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 23 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des actionnaires est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président et du Directeur Général ;



- nomination, rémunération, révocation des membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ;
- modification des statuts ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un actionnaire et suspension de ses droits de vote ;
- autorisation des décisions du Président visées à l'article 17 des présents statuts.

Si la Société ne comprend qu'un seul actionnaire toutes les décisions ci-dessus sont de la compétence de l'actionnaire unique.

ARTICLE 24 - Règles de majorité

Les décisions collectives des actionnaires sont adoptées à la majorité des 2/3 des actionnaires disposant du droit de vote.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des actionnaires disposant du droit de vote:

- celles prévues par les dispositions de l'article 262-20 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des actionnaires ;
- la prorogation de la Société ;
- la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en société d'une autre forme.

ARTICLE 25 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont adoptées soit en assemblée soit par acte sous-seing privé, soit par correspondance. Toutefois tous moyens de communication, vidéo-conférence, télécopie, etc.... peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Néanmoins, la tenue d'une assemblée générale est de droit si la demande en est faite par un ou plusieurs actionnaires.

Les actionnaires sont consultés à la diligence du Président ou de tout actionnaire.

ARTICLE 26 - Assemblées et vote par correspondance

Les actionnaires sont convoqués en assemblée à la diligence du Président ou de tout actionnaire au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 10 jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai et verbalement si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un actionnaire désigné par l'assemblée.

Les actionnaires peuvent se faire représenter aux assemblées générales par un autre actionnaire ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Les actionnaires peuvent également voter par correspondance au moyen d'un formulaire remis par la Société à leur demande présentée au moins 5 jours ouvrés avant l'assemblée générale. A défaut d'indication du vote sur une résolution, le vote sera considéré comme positif.

ARTICLE 27 - Procès-verbaux

Les décisions doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les actionnaires présents.

La décision résultant du consentement des actionnaires exprimé dans un acte est signée par les actionnaires et retranscrite sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 28 - Information préalable des actionnaires

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des actionnaires doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause sur le ou les sujets soumis à leur approbation, notamment tous rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes lorsque leur établissement est requis par la loi.

Les actionnaires peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision statuant sur les comptes annuels, les actionnaires peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 29 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 30 - Etablissement et Approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, l'actionnaire unique ou les actionnaires par décision collective doivent statuer sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports du ou des commissaire(s) aux comptes.

ARTICLE 31 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires ou l'actionnaire unique décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves, notamment au poste des réserves légales, dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. L'actionnaire unique ou la décision collective des actionnaires peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'actionnaire unique ou la décision collective des actionnaires ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII

DISSOLUTION- LIQUIDATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 32 - Dissolution - Liquidation de la société

La Société est dissoute dans les cas prévus par l'article 1844-7 du Code civil ainsi qu'en cas de fusion - absorption par une autre société, fusion avec création d'une société nouvelle et de scission.

Si au jour de la dissolution, la Société est unipersonnelle, la dissolution n'entraîne pas la liquidation de la Société mais une transmission universelle du patrimoine à l'actionnaire unique dans les conditions de l'article 1844.5 alinéa 3 du Code civil.

Si au jour de la dissolution la Société est pluripersonnelle, la dissolution entraîne la liquidation de la Société dans les conditions définies par la loi.

La décision collective des actionnaires qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les actionnaires.

Les actionnaires peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les actionnaires jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

TITRE VIII

CONTESTATIONS - PUBLICITE

ARTICLE 33 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires ou entre un actionnaire et la Société, seront soumises à la juridiction compétente selon les règles de droit commun.

ARTICLE 34 - Formalités de publicité

Tous pouvoirs sont donnés au Président ou au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'effectuer toutes formalités de publicité, de dépôt et de modification au Registre du Commerce et des Sociétés.

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, fluid strokes that form a stylized, abstract shape.